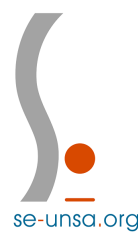




Solidaires

éducation  
**Sud 93**



## L'extrême-droite n'a rien à faire dans nos établissements !

**Mardi 19 septembre 2023, deux députés du Rassemblement National ont tenté de pénétrer dans l'enceinte du lycée Utrillo (Stains), sans y être invités, accompagnés des caméras et micros de médias d'extrême-droite dont la rédaction d'articles mensongers et racistes est le fonds de commerce.** La vigilance de la direction, dont nous saluons la probité, a permis de les maintenir hors de l'établissement. Ils sont restés devant le lycée en poussant des cris d'orfraie face à la présence de la police. Ces deux individus sont en effet venus pour intimider et semer la panique au sein de cet établissement de la République, où équipes éducatives et élèves travaillent sérieusement et dans la sérénité.

**Nos organisations syndicales CGT Éduc'Action 93, Snes-FSU 93, le Snep-FSU 93, Sud Éducation 93, l'UNSA Éducation 93, dénoncent avec force ce coup de communication sordide.** Il s'inscrit dans le contexte de la politique du ministère de l'Éducation nationale qui a fait de sa priorité de rentrée le débat sur l'abaya, entraînant une polémique raciste insupportable et légitimant les pires revendications de l'extrême-droite : la stigmatisation voire l'exclusion des personnes supposées de confession musulmane. Majorité gouvernementale et Rassemblement National marchent main dans la main pour pointer du doigt ces jeunes élèves comme les boucs émissaires des échecs de l'école publique. Or, ce sont les politiques néolibérales qui ont détruit la qualité de l'enseignement et d'accueil des élèves.

**Le harcèlement raciste des élèves mais aussi des enseignant·es, personnels de vie scolaire, AESH, personnels techniques, administratifs et du pôle santé-social, exige une réponse ferme du rectorat de Créteil et du ministère de l'Éducation nationale.** Les attaques sexistes et homophobes ont aussi déferlé. Le proviseur adjoint du lycée Utrillo, qui n'a fait que son travail, est aujourd'hui la cible d'une campagne haineuse de calomnie homophobe. Nous lui apportons tout notre soutien. Des agent·es de l'État ne peuvent être ciblé·es et calomnié·es de la sorte. Nous exigeons des mesures de protection à la hauteur de la gravité des faits : cette tentative d'intimidation fait de l'établissement, des usager·es qui y sont accueilli·es et des personnels qui y travaillent au quotidien, des cibles.

**Les organisations syndicales CGT Educ'Action, Snes-FSU, Snep-FSU, Sud Éducation l'UNSA Éducation continueront de défendre les principes d'égalité et de liberté, de combattre les idées fascistes et le racisme, de défendre la laïcité issue de la loi de 1905** qui permet la libre expression de ses opinions sans faire de tri entre ses citoyens et citoyennes. La police du vêtement n'a rien à voir avec la laïcité.

**Dans l'éducation, il est urgent d'obtenir le retour des classes à 24 et non à 30 élèves ainsi que l'exigent les personnels mobilisé·es du lycée Utrillo,** depuis le 4 septembre. Il est urgent de pourvoir les postes de personnels éducatifs manquant·es dans 80 % des établissements de l'académie. Dans 60 % d'entre eux, il manque au moins un·e enseignant·e. Il est urgent de garantir le droit à l'éducation qui recule dans notre département, le plus jeune mais aussi le plus pauvre de France. Il est urgent de trouver un logement pour les 200 enfants à la rue en Seine-Saint-Denis.